

Nous nous opposons au rejet dans la mer de l'eau radioactive de la centrale accidentée de Fukushima Daiichi

(résumé)

L'accident nucléaire de la centrale de Fukushima Daiichi, survenu en mars 2011, a prouvé que le mythe de la sûreté nucléaire était un énorme mensonge. Devant l'ampleur des dégâts causés, certains pays ont décidé d'abandonner l'énergie nucléaire ou d'arrêter les projets de nouvelles constructions de centrales. Or, **le Japon se refuse toujours à renoncer à sa politique pronucléaire** malgré la catastrophe advenue sur son propre sol. Pire, **il s'apprête à déverser durant 30 ans dans l'Océan Pacifique plus de 1,34 millions de tonnes d'eau radioactive** qui s'accumule dans la centrale. On sait aujourd'hui que la vie sur notre planète est apparue dans les océans : depuis, tous les êtres vivants ont pu exister, et la vie pourra se prolonger grâce à la mer qui recouvre 70% de la Terre. Comment ose-t-on contaminer davantage les océans qui sont déjà pollués par tant de déchets plastiques?

Les autorités japonaises nous ont toujours expliqué que "**les installations nucléaires du monde entier rejettent de l'eau tritiée** (= contaminée au tritium) sans causer aucun problème à l'environnement." Or, le débat entre les scientifiques n'a pas tranché sur les conséquences de ces rejets. Mais surtout, il y a une spécificité de l'eau contaminée qui s'accumule dans la centrale de Fukushima Daiichi: c'est une eau qui a été au contact des débris du cœur des réacteurs après la fusion, qui sont des matières hautement radioactives. Bref, **ce sont des déchets radioactifs liquides dus à l'accident** qu'on ne peut pas assimiler à de l'eau tritiée rejetée par des centrales en fonctionnement. En tant que déchets radioactifs ces eaux devront être stockées sous une stricte surveillance à l'intérieur du site de la centrale. Les arguments et les comportements du gouvernement et de TEPCO sont donc malhonnêtes.

En août 2015, lorsque TEPCO avait obtenu l'accord (à contre-cœur) de la Fédération des coopératives de pêcheurs de Fukushima pour déverser dans la mer l'eau des égouts construits autour des bâtiments du réacteur, la compagnie expliquait à propos de l'eau contaminée à l'intérieur des bâtiments des réacteurs, qu'après avoir été soumise au traitement d'élimination des radioéléments autres que le tritium, elle serait stockée sur le site aussi longtemps que le "groupe de travail sur l'eau tritiée" du gouvernement n'aura pas trouvé **une solution technique satisfaisante pour son innocuité**, et que ce groupe de travail soumettra aux riverains les résultats des expériences diverses à ce sujet, puis **fournira les explications détaillées avant toute prise de décision**.

On supposait alors qu'il était possible d'éliminer les radioéléments, mis à part le tritium, par des traitements techniques. Or, fin août 2018, les médias ont révélé que des radioéléments tels que **de l'Iode129, du Ruthenium106, du Strontium90**, etc, **restaient dans l'eau contaminée après le traitement ALPS**, au-delà du niveau autorisé. Le "groupe de travail" n'avait rendu compte d'aucun résultat de recherches, et TEPCO n'avait pas étudié la possibilité d'élargir le site de stockage des cuves. Bref, **aucun argument n'avait été présenté aux riverains qui peut nous assurer de l'innocuité d'un rejet dans la mer de l'eau contaminée** (qu'on ne peut plus appeler de "l'eau tritiée").

Malgré cela, en février 2020, la "commission sur l'eau contaminée" du gouvernement a publié un rapport **préconisant son rejet dans la mer**, présenté comme **"une solution réaliste et la plus réalisable"**. La Fédération des coopératives de pêcheurs de Fukushima ainsi que leur instance nationale ont voté en juin **une résolution spéciale s'opposant fermement à ce rejet de l'eau contaminée dans la mer**. Ce refus exprime leur désappointement et la colère d'avoir été trompés par l'Etat qui leur avait promis de ne rien décider sans le consentement des riverains.

L'opposition ne concerne pas seulement les pêcheurs. Pendant les auditions des acteurs économiques de la région, à partir du mois d'avril, des représentants de la sylviculture, de l'agriculture, du commerce et de l'hôtellerie ainsi que des maires ont émis une **opinion négative** ou réclamé la **prudence** face aux deux propositions du gouvernement : le rejet dans la mer et la dispersion dans l'air sous forme de vapeur.

De plus, le conseil municipal de 21 des 59 municipalités de Fukushima ainsi qu'une municipalité de Tokyo ont voté un avis défavorable. En outre, la consultation publique initiée par le METI (Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie) à ce sujet a recueilli plus de 4000 avis en 4 mois, ce qui montre un **intérêt fort des citoyens au-delà des riverains de Fukushima**. Si un avis défavorable ou préconisant la prudence se trouvait majoritaire après l'analyse, le METI devra en tenir compte.

Comme l'a réclamé M. Nozaki, le président de la Fédération des coopératives de pêcheurs, **le rejet dans la mer de l'eau radioactive devrait être discuté au-delà des riverains de Fukushima, par toute la population**. Il est scandaleux de prétendre, comme le font certains hommes politiques, que "le rejet dans la mer de l'eau contaminée est indispensable pour la reconstruction de Fukushima." Au contraire, de nombreux habitants de Fukushima ne souhaitent nullement cette solution, et considèrent qu'on ne pourra rien reconstruire si on ne respecte pas les avis et les sentiments de la population.

Nous demandons donc au gouvernement japonais et à TEPCO de **tenir compte de l'opinion publique amplement défavorable** au rejet dans la mer de l'eau contaminée, et de cesser de le considérer comme une solution acquise d'avance. Nous leur demandons d'**organiser un grand débat national sur les moyens du traitement de l'eau radioactive** de la centrale de Fukushima Daiichi. Car il est temps de chercher et de décider des mesures politiques sur la base d'une véritable démocratie : écouter les opinions des uns et des autres, multiplier les discussions pour trouver les meilleurs moyens. Car lorsqu'une mesure envisagée risque de polluer la mer, la source de toute vie sur la Terre, nous devons bannir toute arrogance et être responsables.

**Conseil citoyen "Arrêtez de polluer davantage la mer !"
Délégués: Chiyo ODA, Kazuyoshi SATO**

(résumé et traduction française: Yosomono-net France)
<http://yosomononet.blog.fc2.com> / yosomononet@gmail.com